

de mettre en œuvre des programmes de coopération économique et technique,

Prenant note des initiatives prises à cet égard dans le cadre du Programme d'action de Caracas, adopté lors de la Conférence de haut niveau sur la coopération économique entre pays en développement qui s'est tenue à Caracas du 13 au 19 mai 1981¹⁸,

Prenant note aussi de la résolution 139 (VI) du 2 juillet 1983 de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement¹⁹, relative à la coopération économique entre pays en développement, qui a été adoptée par consensus,

Réaffirmant le rôle que doivent jouer les organisations du système des Nations Unies, y compris les commissions régionales, les organisations régionales et sous-régionales compétentes de pays en développement, ainsi que les pays développés, pour favoriser la pleine exécution des programmes de coopération économique et technique et contribuer ainsi à la réalisation des buts et objectifs de la Stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement,

Soulignant qu'il importe de faire mieux prendre conscience des possibilités considérables qui s'offrent dans le domaine des activités de coopération économique et technique, par le biais d'échanges de renseignements et d'analyses sociales et économiques en profondeur dont l'objectif soit de mettre en relief les résultats obtenus et les problèmes rencontrés et de proposer des politiques internationales permettant de résoudre ces problèmes,

1. *Prend acte* du fait que le Comité administratif de coordination, à la dix-huitième série de réunions communes avec le Comité du programme et de la coordination, a accepté de passer en revue les travaux concernant la coopération économique et technique entre pays en développement²⁰ afin de mieux coordonner les activités des Nations Unies dans ce domaine et faire en sorte qu'elles répondent mieux aux besoins des pays en développement, et de faire rapport à ce sujet au Comité du programme et de la coordination après la dix-neuvième série de réunions communes;

2. *Prie* le Secrétaire général de veiller à ce que l'analyse interorganisations des programmes d'activité des Nations Unies en matière de coopération économique et technique, que le Comité du programme et de la coordination et le Comité administratif de coordination doivent examiner en 1985, soit effectuée compte dûment tenu de l'appui des Nations Unies à la mise en œuvre du Programme d'action de Caracas, conformément aux mandats adoptés par les organismes des Nations Unies;

3. *Recommande* que le rapport initial sur l'analyse interorganisations des programmes d'activité demandé par le Comité du programme et de la coordination soit

présenté à l'Assemblée générale à sa trente-neuvième session, par l'intermédiaire de ce comité;

4. *Recommande en outre* que les programmes et plans de travail des organismes des Nations Unies soient présentés de façon à préciser clairement les activités menées par ces organismes dans le domaine de la coopération économique et technique, en conformité des résolutions de l'Assemblée générale 31/119 du 16 décembre 1976, 32/180 du 19 décembre 1977, 33/195 du 29 janvier 1979 et 34/202 du 19 décembre 1979, et que des renseignements touchant les activités en matière de coopération économique et technique soient communiqués périodiquement aux Etats Membres;

5. *Invite* le Secrétaire général, les institutions spécialisées et les organismes des Nations Unies, compte tenu de leur mandat, à accorder une attention particulière à l'évaluation de leur capacité et de leur potentiel de promotion de la coopération économique et technique entre pays en développement, ainsi qu'à proposer, selon qu'il conviendra, des moyens de renforcer les activités de chaque organisme dans ce domaine et à soutenir activement l'effort fait par les pays en développement pour exécuter des programmes de coopération économique entre eux, en vue de contribuer à la réalisation des objectifs de la Stratégie internationale pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement;

6. *Prie en outre* le Secrétaire général de renforcer, dans la limite des ressources disponibles, les activités des départements intéressés, y compris le Département des affaires économiques et sociales internationales, dans le domaine de la coopération économique et technique entre pays en développement, tout en évitant que ces activités fassent double emploi avec celles de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, du Programme des Nations Unies pour le développement et d'autres organes et organismes compétents des Nations Unies; l'*Etude sur l'économie mondiale* devrait régulièrement contenir, à l'avenir, une analyse approfondie des activités concernant la coopération économique entre pays en développement.

40^e séance plénière
28 juillet 1983

1983/51. Situation en ce qui concerne l'établissement et la présentation du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1984-1985

Le Conseil économique et social,

Ayant examiné la situation qui existe en ce qui concerne l'établissement et la présentation du projet de budget-programme, dans le contexte de sa décision 1983/160 du 27 mai 1983, et le rapport du Comité du programme et de la coordination à ce sujet²¹,

Notant la déclaration faite devant lui, à sa seconde session ordinaire de 1983, par le représentant du Secrétaire général,

¹⁸ Voir A/36/333.

¹⁹ Voir *Actes de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, sixième session*, vol. I, *Rapport et annexes* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.83.II.D.6).

²⁰ Voir E/1983/98, par. 63.

²¹ Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-huitième session, Supplément n° 38 (A/38/38)*, première partie.

1. *Regrette profondément* de n'être pas en mesure de procéder à un examen approfondi du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1984-1985, conformément à sa résolution 1982/50 du 28 juillet 1982, par suite des importants retards intervenus dans l'établissement du budget et sa présentation au Comité du programme et de la coordination;

2. *Affirme* que cet état de choses est intolérable et, à cet égard, fait siennes les conclusions du Comité du programme et de la coordination selon lesquelles la grave situation actuelle n'a rien à voir avec le calendrier arrêté pour les réunions du Comité, aucune modification de ce calendrier ne devant dès lors être envisagée;

3. *Prie* le Secrétaire général :

a) De prendre les mesures nécessaires pour que le texte complet et définitif de tous les chapitres du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1984-1985, en particulier des chapitres 7, 15 et 25, soit effectivement présenté aux membres du Comité du programme et de la coordination suffisamment tôt avant la reprise de la vingt-troisième session du Comité;

b) De veiller à ce que la situation actuelle ne se répète pas lors de l'établissement et de la présentation des futurs projets de budgets-programmes;

c) De présenter à cet effet à l'Assemblée générale à sa trente-huitième session, par l'intermédiaire du Comité du programme et de la coordination à la reprise de sa vingt-troisième session, un rapport analytique sur les méthodes, les procédures et le calendrier suivis dans l'établissement du budget-programme, en vue d'en déceler les insuffisances et les imperfections.

40^e séance plénière
28 juillet 1983

1983/52. Perspectives de mise en valeur des matières premières non métalliques

Le Conseil économique et social,

Conformément à sa résolution 1954 (LIX) du 25 juillet 1975 sur les problèmes relatifs à l'existence et à la disponibilité des ressources naturelles,

Reconnaissant l'importance des ressources naturelles, et en particulier des matières premières non métalliques, pour le développement économique,

Prenant acte du rapport du Secrétaire général sur les perspectives de mise en valeur des ressources minérales non métalliques²²,

Prie le Secrétaire général d'établir à l'intention du Comité des ressources naturelles, pour sa neuvième session, un nouveau rapport, fondé sur la documentation existante et concernant les perspectives de mise en valeur des matières premières non métalliques, en particulier la bentonite, le mica, la magnésite, le feldspath, le spath fluor et la baryte.

40^e séance plénière
28 juillet 1983

1983/53. Normalisation des définitions et de la terminologie des ressources minérales

Le Conseil économique et social,

Reconnaissant la nécessité persistante de disposer de statistiques de la production et de la consommation des ressources minérales qui soient homogènes au plan international et faciles à comprendre,

Tenant compte des délibérations du Comité des ressources naturelles, à sa huitième session, au sujet du rapport du Secrétaire général sur la normalisation des définitions et de la terminologie des ressources minérales²³, qui résume les résultats de la réunion du Groupe d'experts nommés par le Secrétaire général en application de la résolution 1979/72 du Conseil économique et social, du 3 août 1979,

1. *Fait sien* le rapport du Secrétaire général sur la normalisation des définitions et de la terminologie des ressources minérales;

2. *Note* que, dans sa résolution 1979/72, il demandait que le Groupe d'experts fasse rapport au Comité des ressources naturelles et exprime sa préoccupation devant le fait que le rapport qui avait été adopté à l'unanimité par le Groupe a été modifié par le Secrétaire général avant d'être publié;

3. *Demande* par conséquent que les mesures à prendre pour répondre aux demandes formulées dans les paragraphes qui suivent reposent sur le texte original du rapport;

4. *Prie* le Secrétaire général de prendre en considération les recommandations figurant dans le rapport relatives aux activités de l'Organisation des Nations Unies en ce qui concerne l'établissement, la compilation et la publication de statistiques sur la production et la consommation de minéraux;

5. *Prie aussi* le Secrétaire général d'examiner quelles seraient les activités supplémentaires requises pour mettre en œuvre ces recommandations, y compris les activités concernant les définitions et la terminologie de certains minéraux et métaux et les statistiques sur la récupération secondaire des métaux;

6. *Demande instamment* aux gouvernements de tenir compte des recommandations du Groupe d'experts et d'assurer au rapport la diffusion la plus large possible;

7. *Prie en outre* le Secrétaire général de faire rapport à la Commission de statistique, à sa vingt-troisième session, sur les progrès réalisés dans l'exécution des demandes formulées aux paragraphes 4 et 5 ci-dessus.

40^e séance plénière
28 juillet 1983

²² E/C.7/1983/4.

²³ E/C.7/1983/9.